

## SARAH KNAFO : FAIRE DE PARIS UNE VILLE HEUREUSE ?

Invité du mouvement patronal Ethic par Sophie de Menthon, Sarah Knafo, candidate Reconquête ! à la Mairie de Paris, a présenté les grandes lignes de son programme pour faire de la capitale "une ville heureuse".



**S**arah Knafo, candidate Reconquête ! aux prochaines Municipales à Paris, également députée européenne, était l'invitée de Sophie de Menthon, présidente d'Éthic, sur le thème "Élections municipales parisiennes : Qui pour sauver Paris ?"

### **Sarah Knafo, ouverte à tous les bords politiques pour faire de Paris une ville heureuse**

La candidate y a présenté les grands axes de son programme, intitulé "Faire de Paris une ville heureuse". Ils sont détaillés dans un livret de 130 pages,

qui regroupe un ensemble de mesures chiffrées, construites après une consultation de certaines forces vives parisiennes, mais également nationales. "Je l'ai construit avec l'aide d'ingénieurs en travaux publics, de directeurs de crèches, de commerçants, de restaurateurs, de policiers, de commissaires..." explique-t-elle. En tant que fille de commerçants, elle se félicite d'avoir construit son programme comme un entrepreneur, en commençant par une étude de marché, en étudiant ce qui se fait de mieux dans d'autres villes, ce qui pourrait être reproduit à Paris, ce qui est compatible avec sa population, son

administration. Une approche qu'elle qualifie de pragmatique et de non-idéologique.

La candidate l'assure, et refuse d'être qualifiée d'extrême droite : "la liste Une ville heureuse n'est pas une liste Reconquête", mais une liste qui accueille des personnes de la société civile, d'où qu'elles viennent, et de toute sensibilité politique. C'est ainsi qu'Aurélié Assouline, adjointe Les Républicains à la Mairie du 17<sup>e</sup> arrondissement, a rejoint la liste de Sarah Knafo. "Il s'agit simplement d'être d'accord sur ce projet et de vouloir le meilleur pour Paris, vouloir que Paris devienne une ville heureuse".

## **Budgets votés en déséquilibre, trop de logements sociaux, difficile accès à la propriété**

Abordant l'axe économique de son programme, la candidate estime que "Paris, qui devrait être la locomotive du pays, est en train de devenir un boulet financier", dénonçant les dix milliards de dettes qui pèsent sur la capitale, et les 500 millions d'euros annuels de services de la dette. "Quand on sait que la majeure partie des sièges sociaux des entreprises se trouvent à Paris, que l'activité économique parisienne est parmi la plus dense de France, et quand on sait le niveau de taxation des Parisiens, avoir 10 milliards de dettes est un scandale".

Elle dénonce des budgets votés en déséquilibre pour investir dans le logement social et l'endettement de la Ville de Paris en raison de la préemption de logements d'habitation et d'immeubles de bureaux, pour en faire du logement social. Sarah Knafo ajoute que le recours aux baux amphithéotiques a créé une fuite en avant qui nécessite de trouver de nouvelles opérations pour percevoir des loyers à horizon 50 -60 ans. "L'excuse de la justice sociale est en réalité un mensonge qui vise simplement à corriger 25 ans d'erreurs financières et budgétaires", estime la candidate. Face à ce phénomène, elle propose un moratoire sur la construction de logements sociaux et la vente de 10 % du parc social à ses habitants en priorité. "Grâce à ce plan, on peut réussir à diviser la dette de la Ville de Paris par deux à horizon 10 ans". L'objectif est d'aider les Parisiens à accéder à la propriété : l'an dernier, 12 000 logements sociaux ont été vendus à leurs occupants. Par ailleurs, elle propose de vendre par immeuble et non par logement pour développer l'esprit de copropriété, et donc l'esprit de responsabilité.

## **Face aux 10 milliards d'euros de dette de Paris, un plan d'économie**

---

# **"Je proposerai la réouverture des voies sur berges sur la rive droite et la création, au-dessus de ces voies, d'une magnifique promenade piétonne avec vue sur tous les monuments de Paris."**

---

### **de 10 milliards sur 10 ans**

Sarah Knafo a également annoncé qu'elle proposerait un plan d'économie de 10 milliards d'euros. "Le budget annuel de la Ville de Paris, c'est 10 milliards ; la dette de Paris, c'est 10 milliards. Mon plan d'économie, c'est 10 milliards sur 10 ans, ce qui me permet de diviser par deux tous les impôts sur lesquels la Mairie a la main". Dès lors, la taxe foncière serait divisée par deux pour tous les propriétaires, entreprises comme ménages, de même que la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et la taxe de balayage. Ces deux dernières taxes étant répercutées sur le locataire, "tout le monde y gagne". S'agissant des droits de mutation à titre onéreux, elle propose non seulement de les baisser de 10 %, mais d'en exonérer les primo-accédants, pour rendre plus attractive la vente de logements sociaux et l'accès à la propriété pour toutes les familles parisiennes, qui "fuient" de plus en plus la capitale. "Une ville heureuse, c'est aussi une ville dans laquelle on a envie de fonder un foyer, de faire des enfants, dans laquelle on trouve des places en crèche, dans laquelle on n'a

pas peur", insiste-t-elle.

### **Réduction du nombre de fonctionnaires par deux sur 10 ans et privatisation de la propreté**

Autre sujet pris à bras le corps par la candidate, la réduction du nombre de fonctionnaires. Elle prévoit une division des effectifs par deux à horizon dix ans. "Ce que m'ont appris mes années de magistrate à la Cour des comptes, c'est que l'une des premières choses à regarder dans une administration, c'est le turnover naturel", introduit-elle. Comme elle l'explique alors, la Ville de Paris compte, en moyenne, 3 500 départs naturels (fin de contrat, des départs à la retraite, des changements de poste). Sur ces 3 500, elle prévoit de ne pas remplacer l'écrasante majorité, à part dans deux secteurs primordiaux : la sécurité et la petite enfance. Grâce à cette mesure, elle entend mettre fin à la désertification de la capitale, qui perd de sa vitalité. Après le public, le privé. S'agissant des privatisations, elle prévoit de recentrer la Mairie sur ses missions et de privatiser toutes celles qui peuvent l'être. Par exemple, la col-



lecte des ordures ménagères : selon la Chambre régionale des comptes, la gestion privée de ce secteur coûte 27 % moins cher et est mieux réalisée. "Conséquence logique, il faut privatiser la propreté à Paris", insiste Sarah Knafo.

### Réouverture des voies sur berges et création d'une promenade piétonne aérienne

Sur les questions écologiques et environnementales, elle admet que si la maire actuelle, Anne Hidalgo, a bien fait de créer de nombreux espaces verts dans Paris, une nécessité pour que la capitale respire, ces derniers ne sont pas entretenus. Sur la circulation, Sarah Knafo indique que si la qualité de l'air s'est améliorée à Paris, mais aussi dans toute la région francilienne, ce n'est pas uniquement dû aux mesures prises par la Mairie de Paris puisque, selon Airparif, les innovations technologiques sont à l'origine de 75 % de la réduction des

émissions. "L'écologie sans l'innovation, c'est de la punition, alors que l'écologie avec l'innovation, c'est le progrès. Et c'est vers cela que je veux qu'on aille", a indiqué la candidate. Elle ajoute même que certaines décisions de la Municipalité ont eu pour effet de recréer des îlots de pollution, notamment la fermeture des voies sur Berge et la limitation à 50 km/h sur le périphérique.

"Je proposerai la réouverture des voies sur berges sur la rive droite et la création, au-dessus de ces voies, d'une magnifique promenade piétonne avec vue sur tous les monuments de Paris qui permettra aux cyclistes, aux piétons, aux personnes en fauteuils roulants, aux familles avec des poussettes, de pouvoir profiter de cet endroit qui irait du Louvre jusqu'à la Bastille" propose-t-elle.

Plus globalement, Sarah Knafo entend gouverner Paris comme on gouverne la Suisse. "La Suisse est un pays qui arrive à gouverner avec son peuple. Ma

conviction, c'est que plus on donne la parole aux gens, plus ils sont matures démocratiquement et plus ils votent en fonction de l'intérêt de la collectivité et pas seulement pour sanctionner les politiques", analyse-t-elle. Elle souhaite faire renaître un sentiment de responsabilité démocratique chez les Parisiens, notamment à travers le vote. C'est dans cette optique qu'elle proposera, si elle est élue, au minimum deux référendums par an. "Et tout projet sur la voirie qui dépasserait les 10 millions d'euros devra obligatoirement être validé par référendum", a précisé la candidate qui a conclu en partageant les grands axes qui ont guidé la construction de son programme : la consultation citoyenne, la construction du projet avec des experts, la simulation d'un jumeau numérique de Paris, le référendum et des comptes rendus réguliers et transparents des avancées des travaux de la ville. ■

*Boris Stoykov et Lila Daoui*